

Rapport financier 2010 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Notre-Dame-de-l'Île-Perrot

Code géographique : 71065

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Stéphanie Martin, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.
(Nom de l'organisme)

Date 2011-05-09 Signature _____

Dernière modification : 2011-05-10 14:10:33

Réservé au ministère

32 105 853	1 691 546	10 598 070	1,0056
------------	-----------	------------	--------

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé consolidé	23
Avantages sociaux futurs consolidés	24
Endettement total net à long terme consolidé	25
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'impriment pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À Madame la Mairesse,
Aux membres du conseil de la ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2010, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

1

Société de comptables agréés

Vaudreuil-Dorion, le 9 mai 2011

ICA auditeur permis no 12746

DATE 2011-05-09

Dernière modification : 2011-05-10 14:10:33

Réservé au ministère

32 105 853	1 691 546	10 598 070	1,0056
------------	-----------	------------	--------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2011-05-10 14:10:33

Réservé au ministère

32 105 853	1 691 546	10 598 070	1,0056
------------	-----------	------------	--------

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>Réalisations 2009</u>	<u>Budget 2010</u>	<u>Réalisations 2010</u>			<u>Total consolidé¹</u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	9 637 522	10 748 356	10 875 208			10 875 208
Paiements tenant lieu de taxes	2	76 375	85 790	88 626			88 626
Quotes-parts	3					1 662 868	268
Transferts	4	263 727	285 450	409 933		80 177	490 110
Services rendus	5	275 116	349 509	292 373		43 244	335 617
Imposition de droits	6	758 437	621 800	746 457			746 457
Amendes et pénalités	7	31 147	32 000	46 219			46 219
Intérêts	8	125 124	136 000	148 817		2 633	151 450
Autres revenus	9	23 014	32 360	63 979		23 397	87 376
	10	11 190 462	12 291 265	12 671 612		1 812 319	12 821 331
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	96 899		911 137			911 137
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	972 395					
Autres	15	10 860					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales							
	16						
	17	1 080 154		911 137			911 137
	18	12 270 616	12 291 265	13 582 749		1 812 319	13 732 468
Charges							
Administration générale	19	1 404 164	1 452 408	1 243 060	26 359	91 303	1 360 722
Sécurité publique	20	1 904 111	2 013 194	1 923 966	6 152	52 462	1 982 580
Transport	21	1 808 443	1 781 110	1 959 710	514 630	483 624	2 486 893
Hygiène du milieu	22	2 364 580	2 964 952	2 568 525	850 784	702 817	2 957 365
Santé et bien-être	23	161 672	176 386	123 342			96 574
Aménagement, urbanisme et développement	24	338 616	494 481	285 381	950		286 331
Loisirs et culture	25	1 789 102	2 142 316	1 985 355	192 953		2 178 308
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	455 026	458 000	500 653		191 496	692 149
Amortissement des immobilisations	28	1 542 235	1 526 456	1 591 828	(1 591 828)		
	29	11 767 949	13 009 303	12 181 820		1 521 702	12 040 922
Excédent (déficit) de l'exercice	30	502 667	(718 038)	1 400 929		290 617	1 691 546

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	502 667		(718 038)		1 400 929	290 617	1 691 546
Moins: revenus d'investissement	2	(1 080 154 )	(	)	(	911 137 )	(	911 137)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(577 487)		(718 038)		489 792	290 617	780 409
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	1 542 235		1 526 456		1 591 828	252 862	1 844 690
Produit de cession	5	9 500				886		886
(Gain) perte sur cession	6	(9 500)				(886)		(886)
Réduction de valeur	7							
	8	1 542 235		1 526 456		1 591 828	252 862	1 844 690
Propriétés destinées à la revente								
Coût des propriétés vendues	9							
Réduction de valeur	10							
	11							
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Remboursement ou produit de cession	12							
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15							
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						101 900	101 900
Remboursement de la dette à long terme	17	(717 722 )	(	750 410 )	(	778 551)	(249 769)	(1 028 320)
	18	(717 722)		(750 410)		(778 551)	(147 869)	(926 420)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(126 765 )	(	112 508 )	(	378 073)	(21 723)	(399 796)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	130 390		134 500		44 804	4 790	49 594
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21	(265 156)		(80 000)		(98 034)	(23 750)	(121 784)
Montant à pourvoir dans le futur	22	(4 914)				2 491	(2 486)	5
Financement des investissements en cours	23							
	24	(266 445)		(58 008)		(428 812)	(43 169)	(471 981)
	25	558 068		718 038		384 465	61 824	446 289
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26	(19 419)				874 257	352 441	1 226 698

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Réalisations 2009	Budget 2010	Réalisations 2010		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	1 080 154		911 137		911 137
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2 (	8 305)	(20 000)	(22 598)	()	(22 598)
Sécurité publique	3 (	304 243)	(20 000)	()	(1 750)	(1 750)
Transport	4 (	904 817)	(356 000)	(461 383)	(10 836)	(472 219)
Hygiène du milieu	5 (	1 130 526)	(4 697 200)	(782 701)	(150 350)	(933 051)
Santé et bien-être	6 ()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	( 380 000)	(917)	()	(917)
Loisirs et culture	8 (	2 766 536)	(367 000)	(540 395)	()	(540 395)
Réseau d'électricité	9 ()	()	()	()	()
	10 (	5 114 427)	(5 840 200)	(1 807 994)	(162 936)	(1 970 930)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11 ()	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12 ()	()	()	()	()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	4 069 000	4 982 200	1 755 863	234 370	1 990 233
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	126 765	112 508	378 073	21 723	399 796
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	285 776	316 492	104 978		104 978
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16	395 619	429 000	422 809	31 884	454 693
	17	808 160	858 000	905 860	53 607	959 467
	18	(237 267)		853 729	125 041	978 770
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	19	842 887		1 764 866	125 041	1 889 907

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Réalizations 2009		Budget 2010	Réalizations 2010		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	502 667	(718 038)	1 400 929	290 617	1 691 546	
Variation des immobilisations							
Acquisition	2	(5 114 427)	(5 840 200)	(1 807 994)	(162 936)	(1 970 930)	
Produit de cession	3	9 500		886		886	
Amortissement	4	1 542 235	1 526 456	1 591 828	252 862	1 844 690	
(Gain) perte sur cession	5	(9 500)		(886)		(886)	
Réduction de valeur	6						
	7	(3 572 192)	(4 313 744)	(216 166)	89 926	(126 240)	
Variation des propriétés destinées à la revente	8						
Variation des stocks de fournitures	9				(2 333)	(2 333)	
Variation des autres actifs non financiers	10	(138 020)		101 226	(1 511)	99 715	
	11	(138 020)		101 226	(3 844)	97 382	
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(3 207 545)	(5 031 782)	1 285 989	376 699	1 662 688	
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(7 675 688)		(10 883 233)	(4 718 033)	(15 601 266)	
Redressement aux exercices antérieurs	14				(156 452)	(156 452)	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(7 675 688)		(10 883 233)	(4 874 485)	(15 757 718)	
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(10 883 233)		(9 597 244)	(4 497 786)	(14 095 030)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2010

		<u>2009</u>		<u>2010</u>		<u>2009</u>
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	Total consolidé
ACTIFS FINANCIERS						
Encaisse	1	2 566 191	3 293 462	723 262	4 016 724	2 922 950
Placements temporaires	2					
Débiteurs (note 5)	3	1 810 851	2 693 811	339 612	3 009 132	2 138 849
Prêts (note 6)	4					
Placements à long terme (note 7)	5					
Participations dans des entreprises municipales	6					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7					
Autres actifs financiers (note 9)	8					
	9	4 377 042	5 987 273	1 062 874	7 025 856	5 061 799
PASSIFS						
Découvert bancaire	10					
Emprunts temporaires	11	2 470 716	1 002 361		1 002 361	2 510 534
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	1 546 664	1 434 666	305 421	1 715 796	1 927 557
Revenus reportés (note 11)	13	7 970	24 096		24 096	7 970
Dette à long terme (note 12)	14	11 234 925	13 123 394	5 255 239	18 378 633	16 217 004
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15					
	16	15 260 275	15 584 517	5 560 660	21 120 886	20 663 065
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(10 883 233)	(9 597 244)	(4 497 786)	(14 095 030)	(15 601 266)
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations (note 13)	18	37 895 752	38 111 918	7 961 226	46 073 144	45 320 792
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19					
Stocks de fournitures	20			12 521	12 521	10 188
Autres actifs non financiers (note 15)	21	214 714	113 488	1 730	115 218	214 933
	22	38 110 466	38 225 406	7 975 477	46 200 883	45 545 913
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	1 342 482	2 075 764	442 969	2 518 733	1 454 613
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	1 340 952	1 011 950	87 122	1 099 072	1 419 389
Montant à pourvoir dans le futur	25	(1 687)	(4 178)	(3 674)	(7 852)	(7 847)
Financement des investissements en cours	26	(2 115 341)	(355 055)	33 748	(321 307)	(2 206 634)
Investissement net dans les éléments à long terme	27	26 660 827	25 899 681	2 917 526	28 817 207	29 285 126
	28	27 227 233	28 628 162	3 477 691	32 105 853	29 944 647

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Réalizations 2009		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	502 667	1 400 929	290 617	1 691 546
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	1 542 235	1 591 828	252 862	1 844 690
Autres					
-Gain sur cession d'immo.	3	(9 500)	(886)		(886)
-	4				
	5	2 035 402	2 991 871	543 479	3 535 350
Variation nette des éléments hors caisse					
Placements temporaires de plus de trois mois	6				
Débiteurs	7	1 154 762	(882 960)	(4 382)	(863 051)
Autres placements à long terme	8				
Autres actifs financiers	9				
Créditeurs et charges à payer	10	(139 901)	(111 978)	(82 704)	(218 973)
Revenus reportés	11	(17 856)	16 126		16 126
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12				
Propriétés destinées à la revente	13				
Stocks de fournitures	14			(2 333)	(2 333)
Autres actifs non financiers	15	(138 020)	101 226	(1 511)	99 715
	16	2 894 387	2 114 285	452 549	2 566 834
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	17 (	5 114 427 ) (	1 807 994 ) (	162 936 ) (	1 970 930)
Produit de cession	18	9 500	886		886
	19	(5 104 927)	(1 807 108)	(162 936)	(1 970 044)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	20 () () () ()
Remboursement ou cession	21				
	22				
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	4 069 000	2 667 000	357 969	3 024 969
Remboursement de la dette à long terme	24 (	717 722 ) (	778 551 ) (	236 512 ) (	1 015 063)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(348 920)	(1 468 355)	(39 818)	(1 508 173)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26			(4 749)	(4 749)
Autres	27				
-	28				
	29	3 002 358	420 094	76 890	496 984
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	30	791 818	727 271	366 503	1 093 774
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
	31	1 774 373	2 566 191	356 759	2 922 950
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice ²					
	32	2 566 191	3 293 462	723 262	4 016 724

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>Réalisations 2009</u>	<u>Budget 2010</u>	<u>Réalisations 2010</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
					<u>Total</u>	
					<u>consolidé¹</u>	
Rémunération	1	1 887 373	2 220 384	2 059 421	228 060	2 287 481
Charges sociales	2	352 323	460 641	446 706	52 479	499 185
Biens et services	3	5 226 951	5 532 749	5 009 832	537 240	5 547 072
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	452 304	458 000	496 275	182 183	678 458
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6				9 030	9 030
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	2 722		4 378	283	4 661
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	1 360 241	2 440 880	1 634 203		469 442
Autres	10	236 441	247 079	664 358		193 287
Autres organismes	11	562 092	123 114	148 167	259 565	380 964
Amortissement des immobilisations	12	1 542 235	1 526 456	1 591 828	252 862	1 844 690
Autres						
-	13	145 267		126 652		126 652
-	14					
-	15					
	16	11 767 949	13 009 303	12 181 820	1 521 702	12 040 922

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Réalizations	
		2010	2009
Revenus			
Taxes	1	10 875 208	9 637 522
Paiements tenant lieu de taxes	2	88 626	76 375
Quotes-parts	3	268	
Transferts	4	1 401 247	638 417
Services rendus	5	335 617	338 330
Imposition de droits	6	746 457	758 437
Amendes et pénalités	7	46 219	31 147
Intérêts	8	151 450	123 084
Autres revenus	9	87 376	1 006 401
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	13 732 468	12 609 713
Charges			
Administration générale	12	1 360 722	1 545 310
Sécurité publique	13	1 982 580	1 952 559
Transport	14	2 486 893	2 355 345
Hygiène du milieu	15	2 957 365	2 934 767
Santé et bien-être	16	96 574	106 335
Aménagement, urbanisme et développement	17	286 331	339 474
Loisirs et culture	18	2 178 308	1 935 889
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	692 149	618 236
	21	12 040 922	11 787 915
Excédent (déficit) de l'exercice	22	1 691 546	821 798
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	29 944 647	29 122 849
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24	469 660	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	30 414 307	29 122 849
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	32 105 853	29 944 647

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Réalizations	
		2010	2009
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 691 546	821 798
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(1 970 930)	(5 815 244)
Produit de cession	3	886	9 500
Amortissement	4	1 844 690	1 693 253
(Gain) perte sur cession	5	(886)	(9 500)
Réduction de valeur	6		
	7	(126 240)	(4 121 991)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	(2 333)	4 075
Variation des autres actifs non financiers	10	99 715	(133 826)
	11	97 382	(129 751)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	1 662 688	(3 429 944)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(15 601 266)	(12 171 322)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14	(156 452)	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(15 757 718)	(12 171 322)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(14 095 030)	(15 601 266)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	4 016 724	2 922 950
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	3 009 132	2 138 849
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<u>7 025 856</u>	<u>5 061 799</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires	11	1 002 361	2 510 534
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	1 715 796	1 927 557
Revenus reportés (note 11)	13	24 096	7 970
Dette à long terme (note 12)	14	18 378 633	16 217 004
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	<u>21 120 886</u>	<u>20 663 065</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	<u>(14 095 030)</u>	<u>(15 601 266)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	46 073 144	45 320 792
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19		
Stocks de fournitures	20	12 521	10 188
Autres actifs non financiers (note 15)	21	115 218	214 933
	22	<u>46 200 883</u>	<u>45 545 913</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>32 105 853</u>	<u>29 944 647</u>
Engagements contractuels (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 691 546	821 798
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 844 690	1 693 253
Autres			
-Gain cession d'immobilisation	3	(886)	(9 500)
-	4		
	5	3 535 350	2 505 551
Variation nette des éléments hors caisse			
Placements temporaires de plus de trois mois	6		
Débiteurs	7	(863 051)	994 165
Autres placements à long terme	8		
Autres actifs financiers	9		
Créditeurs et charges à payer	10	(218 973)	(173 935)
Revenus reportés	11	16 126	(17 856)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Propriétés destinées à la revente	13		
Stocks de fournitures	14	(2 333)	4 075
Autres actifs non financiers	15	99 715	(133 826)
	16	2 566 834	3 178 174
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	17	(1 970 930)	(5 815 244)
Produit de cession	18	886	9 500
	19	(1 970 044)	(5 805 744)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	3 024 969	5 238 305
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 015 063)	(1 004 141)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(1 508 173)	(1 108 049)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(4 749)	1 414
Autres			
-	27		
-	28		
	29	496 984	3 127 529
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	1 093 774	499 959
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	2 922 950	2 422 991
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹			
	32	4 016 724	2 922 950

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

1. Statut de l'organisme municipal

La ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par un conseil et est responsable des activités municipales à caractère local.

2. Principales méthodes comptables**A) Périmètre comptable**

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la municipalité. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. La municipalité participe aux partenariats suivants:

Régie Intermunicipale de l'eau de l'Île-Perrot
Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île
Les premiers répondants de l'Île-Perrot

B) Comptabilité d'exercice

La municipalité utilise la méthode de la comptabilité d'exercice. Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont reconnus au cours de l'exercice où ont eu lieu les transactions. Les revenus et dépenses sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

-Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception générale et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

-Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

-Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

-Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

-Les droits de mutations immobilières sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

-Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

-Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

-Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;

-Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

C) Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

D) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Le coût des immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010****G) Montant à pourvoir dans le futur**

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

H) Autres éléments**Dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des déboursés effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Utilisation d'estimations

La préparation du rapport financier, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

3. Modification de méthodes comptables

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 203 432	2 009 480
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	645 053	446 323
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	21 423	19 370
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 872 981	899 132
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	111 740	346 564
Organismes municipaux	8	155 138	143 894
Autres			
- Mutation	9	115 430	196 081
- Compteurs d'eau, fact.diverse	10	87 367	87 485
	11	3 009 132	2 138 849
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	1 129 084	182 977
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	1 129 084	182 977
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	15 158	15 158
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	100 533
Autres régimes (REER et autres)	31	
Régimes de retraite des élus municipaux	32	17 351
	33	117 884
		82 450
		15 138
		97 588

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	1 036 914	801 683
Salaires et avantages sociaux	38	183 606	263 554
Dépôts et retenues de garantie	39	182 176	546 571
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Intérêts courus	42	200 229	176 013
- Organismes municipaux	43	41 109	109 616
- Autres passifs et frais courus	44	71 762	30 120
-	45		
-	46		
	47	1 715 796	1 927 557

Note

11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		
Autres			
- Licences de chien	50	17 412	
- Valeur actualisée prest. RREM	51	6 684	7 970
	52	24 096	7 970

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

						2010	2009
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	5,30	2011	2035	53	18 336 893	16 159 864
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					55		
Organismes municipaux	2,45		2014		56	48 128	58 779
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57		
Autres					58		
					59	18 385 021	16 218 643
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	(6 388)	(1 639)
					61	18 378 633	16 217 004

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2010			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2011	62	70	1 128 308	78	87	11 211	95	1 139 519
2012	63	71	1 150 189	79	88	11 767	96	1 161 956
2013	64	72	1 184 121	80	89	12 272	97	1 196 393
2014	65	73	1 087 082	81	90	12 878	98	1 099 960
2015	66	74	1 087 143	82	91		99	1 087 143
2016 et +	67	75	12 700 050	83	92		100	12 700 050
	68	76	18 336 893	84	93	48 128	101	18 385 021
Intérêts et frais accessoires				85			102	
	69	77	18 336 893	86	94	48 128	103	18 385 021

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

13. Immobilisations		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	22 008 014	132	159	186
Eaux usées	105	17 900 568	133	160	187
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	6 678 542	134	159 597	161
Autres	107	2 860 733	135	162	189
Réseau d'électricité	108		136	163	190
Bâtiments	109	3 814 321	137	164	191
Améliorations locatives	110		138	165	192
Véhicules	111	965 314	139	166	193
Ameublement et équipement de bureau	112	742 459	140	167	194
Machinerie, outillage et équipement divers	113	668 572	141	168	195
Terrains	114	605 586	142	169	196
Autres	115		143	170	197
	116	<u>56 244 109</u>	144	<u>576 954</u>	171
				<u>(7 775 996)</u>	198
Immobilisations en cours	117	<u>12 580 147</u>	145	<u>1 393 976</u>	172
	118	<u>68 824 256</u>	146	<u>1 970 930</u>	173
				<u>(1 186 850)</u>	200
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	10 105 640	147	174	201
Eaux usées	120	7 557 221	148	175	202
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	2 483 744	149	176	203
Autres	122	882 905	150	177	204
Réseau d'électricité	123		151	178	205
Bâtiments	124	892 226	152	179	206
Améliorations locatives	125		153	180	207
Véhicules	126	493 302	154	181	208
Ameublement et équipement de bureau	127	659 386	155	182	209
Machinerie, outillage et équipement divers	128	429 040	156	183	210
Autres	129		157	184	211
	130	<u>23 503 464</u>	158	<u>1 844 690</u>	185
				<u>(560 738)</u>	212
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>45 320 792</u>			213
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	214		217	219	221
Amortissement cumulé	215	(_____)	218	(_____)	220
Valeur comptable nette	216				222
					223

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
14. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	224	
Immeubles industriels municipaux	225	
Autres	226	
	227	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	

Note

15. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	230	1 730	10 462
Frais reportés			
- Rôle triennal	231	49 788	74 680
- Dépôt et refinancement	232	63 700	129 791
	233	115 218	214 933

Note**16. Engagements contractuels**

La Ville a signé un contrat de trois ans échéant le 30 avril 2012 pour l'enlèvement de la neige, représentant un déboursé minimum avant taxes de 493 702 \$ pour les deux prochains exercices.

2011: 312 790 \$

2012: 180 912 \$

La Ville a signé un contrat inter-municipale de cinq ans échéant le 31 décembre 2013 pour l'enlèvement et la destruction des ordures, représentant un déboursé minimum avant taxes de 1 468 858 \$ pour les trois prochains exercices.

2011 : 477 154 \$

2012 : 489 534 \$

2013 : 502 170 \$

La Ville est solidairement et conjointement responsable avec d'autres villes et municipalités des dettes obligataires de la Régie de l'eau de l'Île Perrot. La portion des obligations au 31 décembre 2010 attribuable à la Ville s'élève à 5 261 627 \$. Le service de la dette est réparti annuellement entre les villes et municipalités en fonction des débits réservés.

La Ville a signé une entente inter-municipale avec la municipalité de la ville de l'Île Perrot pour le service d'incendie. En vertu de cette entente, les coûts d'opération et les dépenses en immobilisations seront répartis au prorata des populations.

La Ville a signé une entente inter-municipale avec les municipalités de la ville de Pincourt et de Terrasse-Vaudreuil relativement au traitement des eaux usées. En vertu de cette entente, les coûts d'opération et les dépenses en immobilisations seront répartis au prorata des charges hydrauliques réelles.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

17. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

N/A

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites

N/A

d) Autres

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

18. Redressement aux exercices antérieurs

La variation de taux de participation dans un des organismes consolidés se reflète par un augmentation des immobilisations de 626 112 \$, d'où un redressement aux exercices antérieurs de l'excédent accumulé de 469 660 \$ et des actifs nets (dette nette) de 156 452 \$.

19. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette ne comportent pas de comparaison avec des données budgétaires non consolidées. Un budget consolidé n'a pu être constitué faute de renseignements nécessaires pour pouvoir le faire.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présenté dans les informations sectorielles.

L'opinion du vérificateur ne porte pas sur les données budgétaires.

20. Emprunt bancaire

La Ville bénéficie d'emprunts bancaires autorisés de 1 986 600 \$ au taux préférentiel bancaire.

21. Fonds de roulement

La ville possède un fonds de roulement consolidé autorisé à 1 101 900\$, dont un montant de 556 792 \$ n'a pas été engagé au 31 décembre 2010.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 2 518 733	1 454 613
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 1 099 072	1 419 389
Montant à pourvoir dans le futur	3 (7 852) (7 847)	
Financement des investissements en cours	4 (321 307)	(2 206 634)
Investissement net dans les éléments à long terme	5 28 817 207	29 285 126
	6 32 105 853	29 944 647
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés		
Excédent de fonctionnement affecté		
- Activités jeunesse	7 11 864	119 581
-	8	
- Piste cyclable	9	15 000
- Bibliothèque	10	7 800
- Fête communautaire	11	3 900
-	12	
- Budget 2011	13 16 813	78 150
	14 28 677	224 431
Réserves financières		
- Service de l'eau	15 221 838	221 838
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
	20 221 838	221 838
Fonds réservés		
Fonds de roulement	21 556 792	573 026
Fonds parcs et terrains de jeux	22 91 822	204 680
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	23	
Société québécoise d'assainissement des eaux	24	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	25 199 943	195 414
Fonds d'amortissement	26	
Financement des activités de fonctionnement	27	
Autres		
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32 848 557	973 120
	33 1 099 072	1 419 389

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	35 (7 852) ()	(7 847)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 () ()	()
Régimes non capitalisés	37 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 () ()	()
Autres	39 () ()	()
Régimes non capitalisés	40 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 () ()	()
Autres		
-	42 () ()	()
-	43 () ()	()
	44 (7 852) ()	(7 847)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	45 426 993	557 049
Investissements à financer	46 (748 300) ()	(2 763 683)
	47 (321 307)	(2 206 634)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	48 46 073 144	45 320 792
Propriétés destinées à la revente	49	
Prêts	50	
Placements à titre d'investissement	51	
Participations dans des entreprises municipales	52	
	53 46 073 144	45 320 792
Éléments de passif		
Dette à long terme	54 18 378 633	16 217 004
Frais reportés liés à la dette à long terme	55 6 388	1 639
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	56 (1 129 084) ()	(182 977)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	57 () ()	()
	58 17 255 937	16 035 666
Dette en cours de refinancement et autres éléments	59	
	60 17 255 937	16 035 666
	61 28 817 207	29 285 126

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2010	2009
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2010	2009
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67	() ()	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

La municipalité offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite à cotisations déterminées où les cotisations sont versées par l'employeur et les adhérents.

Les contributions des employés et celle de la ville, ainsi que les autres revenus et dépenses, sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le régime, étant à cotisations déterminées, n'a donc pas de surplus ou de déficit actuariel.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		<u>2010</u>	<u>2009</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	89	<u>100 533</u>	<u>82 450</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2010	2009
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2010	2009
Cotisations des élus au RREM 95	4 767	4 178
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	16 065	14 081
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	1 286	1 057
	17 351	15 138

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010

		Total
Dettes à long terme (note 12)	1	18 385 021
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	748 300
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	
Autres		
-	6	
-	7	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	1 129 084
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	426 993
Actif au titre des avantages sociaux futurs	12	
Autres déductions		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme	15	17 577 244
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	17 577 244
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	17 577 244
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TAXES	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	7 840 715	7 869 171	7 869 171	6 698 192
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	7 840 715	7 869 171	7 869 171	6 698 192
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 053 900	1 072 338	1 072 338	975 784
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	570 996	581 477	581 477	570 178
Matières résiduelles	13	930 153	654 441	654 441	636 788
Autres					
-Matières recyclables	14		279 191	279 191	275 074
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17		30 453	30 453	
Service de la dette	18	352 592	388 137	388 137	481 506
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	2 907 641	3 006 037	3 006 037	2 939 330
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	2 907 641	3 006 037	3 006 037	2 939 330
	26	10 748 356	10 875 208	10 875 208	9 637 522

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	72 861	69 748	63 314
	35	72 861	69 748	63 314
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39			
	40			
	41	72 861	69 748	63 314
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50	12 929	18 878	13 061
	51	12 929	18 878	13 061
	52	85 790	88 626	76 375

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54		1 900	
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	57 500	57 500	
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61		69 247	66 720
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		9 030	4 513
Réseau de distribution de l'eau potable	69			7 058
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	38 000	40 127	52 618
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73		13 718	17 992
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87		1 330	1 330
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	35 550	67 012	30 605
Autres	89	54 000	56 930	64 751
Réseau d'électricité	90			
	91	127 550	236 617	244 257

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			21 899
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			75 000
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			77 805
Réseau de distribution de l'eau potable	108			121 695
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			
Activités culturelles				
Bibliothèques	127	911 137	911 137	
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	911 137	911 137	296 399

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	157 900	173 316	173 316
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138			
	139	157 900	173 316	173 316
TOTAL DES TRANSFERTS	140	285 450	1 321 070	1 401 247

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145		1 552	
Sécurité incendie	146			
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149		1 552	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			23 572
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168			23 572
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182		1 552	23 572

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	7 500	16 796	5 864
Sécurité publique	184			
Transport				
Réseau routier	185	74 099	66 150	64 298
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186		23 146	39 642
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189		18 546	
Autres	190			
Hygiène du milieu	191	12 000	5 923	11 530
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193	10 000	7 820	12 795
Loisirs et culture	194	245 910	195 684	180 629
Réseau d'électricité	195			
	196	349 509	292 373	314 758
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	349 509	292 373	338 330
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	61 800	53 097	62 238
Droits de mutation immobilière	199	560 000	693 360	696 199
Droits sur les carrières et sablières	200			
Autres	201			
	202	621 800	746 457	758 437
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	32 000	46 219	31 147
INTÉRÊTS	204	136 000	148 817	123 084
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		886	9 500
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			972 395
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210	15 360	24 728	19 154
Autres	211	17 000	38 365	5 352
	212	32 360	63 979	1 006 401

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2010	Réalizations 2010		Réalizations 2010	Réalizations 2009	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	212 906	205 630		205 630	205 630	185 407
Application de la loi	2	5 100	11 617		11 617	11 617	4 833
Gestion financière et administrative	3	664 358	562 302	26 359	588 661	679 964	721 580
Greffe	4	248 835	137 948		137 948	137 948	305 368
Évaluation	5	80 246	74 094		74 094	74 094	67 438
Gestion du personnel	6	173 160	117 949		117 949	117 949	143 695
Autres	7	67 803	133 520		133 520	133 520	116 989
	8	1 452 408	1 243 060	26 359	1 269 419	1 360 722	1 545 310
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 489 686	1 467 553		1 467 553	1 467 553	1 446 394
Sécurité incendie	10	500 140	428 816	6 152	434 968	434 968	443 596
Sécurité civile	11	1 500	6 891		6 891	59 353	45 372
Autres	12	21 868	20 706		20 706	20 706	17 197
	13	2 013 194	1 923 966	6 152	1 930 118	1 982 580	1 952 559
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	436 048	804 914	462 237	1 267 151	1 267 151	1 251 475
Enlèvement de la neige	15	483 746	406 180	5 218	411 398	411 398	336 540
Éclairage des rues	16	106 919	83 471	47 175	130 646	130 646	129 229
Circulation et stationnement	17	63 556	54 915		54 915	54 916	51 817
Transport collectif							
Transport en commun	18	690 841	610 230		610 230	622 782	586 284
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 781 110	1 959 710	514 630	2 474 340	2 486 893	2 355 345

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 189 053	1 164 761	1 164 761	702 817	655 276	
Réseau de distribution de l'eau potable	24	150 648	89 492	492 761	492 761	471 435	
Traitement des eaux usées	25	315 626	200 375	647 890	647 890	667 525	
Réseaux d'égout	26	334 079	199 413	199 413	199 413	286 520	
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	415 037	390 602	390 602	390 602	383 525	
Élimination	28	236 802	242 655	242 655	242 655	220 981	
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	241 158	242 744	242 744	242 744	206 653	
Tri et conditionnement	30	10 000					
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	23 912	24 958	24 958	24 958	23 277	
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	2 360	3 615	3 615	3 615	370	
Protection de l'environnement	38	46 277	9 910	9 910	9 910	19 205	
Autres	39						
	40	2 964 952	2 568 525	850 784	3 419 309	2 957 365	2 934 767
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	99 615	95 174	95 174	95 174	99 690	
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	76 771	28 168	28 168	1 400	6 645	
	44	176 386	123 342	123 342	96 574	106 335	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	426 037	218 722	950	219 672	219 672	266 368
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						35
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	47 668	46 731	46 731	46 731	41 201	
Tourisme	49	20 776	19 928	19 928	19 928	31 870	
Autres	50						
Autres	51						
	52	494 481	285 381	950	286 331	286 331	339 474

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	607 506	884 598	158 632	1 043 230	1 043 230	945 240
Patinoires intérieures et extérieures	54	173 471	127 429		127 429	127 429	117 908
Piscines, plages et ports de plaisance	55	82 885	34 335		34 335	34 335	40 521
Parcs et terrains de jeux	56	429 738	331 564		331 564	331 564	324 317
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	135 028	106 506		106 506	106 506	89 798
Autres	59	35 000	25 445		25 445	25 445	27 003
	60	1 463 628	1 509 877	158 632	1 668 509	1 668 509	1 544 787
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	123 405	77 564		77 564	77 564	84 561
Bibliothèques	62	465 536	299 769	34 321	334 090	334 090	240 088
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64	89 747	98 145		98 145	98 145	66 453
Autres	65						
	66	678 688	475 478	34 321	509 799	509 799	391 102
	67	2 142 316	1 985 355	192 953	2 178 308	2 178 308	1 935 889
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	456 000	485 440		485 440	676 653	606 218
Autres frais	70	2 000	10 835		10 835	10 835	9 013
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72		4 378		4 378	4 661	3 005
	73	458 000	500 653		500 653	692 149	618 236
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
74	1 526 456	1 591 828	(1 591 828)				

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes non consolidés	32
Revenus admissibles non consolidés	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À Madame la Mairesse,
Aux membres du conseil de la ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot. Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

1

Société de comptables agréés

Vaudreuil-Dorion, le 9 mai 2011

ICA auditeur permis no 12746

DATE 2011-05-09

Dernière modification avant dépôt : 2011-05-10 14:10:33

Dernière modification : 2011-05-10 14:10:33

Réservé au ministère

32 105 853	1 691 546	10 598 070	1,0056
------------	-----------	------------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>10 875 208</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>10 875 208</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	10 875 208
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	<u> </u>
Total partiel	4	<u>10 875 208</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	246 685
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	30 453
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
	10	<u>277 138</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	<u>10 598 070</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2010 ²	1	<u>1 049 798 500</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2010 ²	2	<u>1 058 071 400</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>1 053 934 950</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>10 598 070</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 053 934 950</u>
Taux global de taxation réel de 2010	6	| 1 | , | 0 | 0 | 5 | 6 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2010 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2010 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	480 000	67 988	554 512
Usines de traitement de l'eau potable	2		79 262	225 714
Usines et bassins d'épuration	3	1 767 200	163 804	598 258
Conduites d'égout	4	75 000	618 897	419 011
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	150 000	259 568	475 260
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Système d'éclairage des rues	8	80 000		127 121
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	307 000	322 168	564 453
Autres infrastructures	11	2 375 000		
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13		11 947	268 891
Édifices communautaires et récréatifs	14		198 325	1 665 899
Améliorations locatives	15	96 000		
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	110 000	87 353	45 169
Ameublement et équipement de bureau	18		29 327	199 068
Machinerie, outillage et équipement divers	19		104 415	94 766
Terrains	20	380 000	12 190	577 122
Autres	21	20 000		
	22	5 840 200	1 807 994	5 815 244

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		67 988	441 255
Usines de traitement de l'eau potable	24		79 262	225 714
Usines et bassins d'épuration	25		163 804	598 258
Conduites d'égout	26		618 897	33 288
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	27			113 257
Usines de traitement de l'eau potable	28			
Usines et bassins d'épuration	29			
Conduites d'égout	30			385 723
	31		782 701	1 797 495

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Solde au 1 ^{er} janvier		Augmentation		Diminution		Solde au 31 décembre
Dettes à long terme								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	16 159 864	24	3 194 678	47	1 017 649	70	18 336 893
Obligations et billets en monnaies étrangères	2		25		48		71	
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3		26		49		72	
Organismes municipaux	4	58 779	27		50	10 651	73	48 128
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		28		51		74	
Autres	6		29		52		75	
	7	16 218 643	30	3 194 678	53	1 028 300	76	18 385 021
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :								
Par la municipalité								
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme								
Excédent de fonctionnement affecté	8		31		54		77	
Réserves financières et fonds réservés	9		32		55		78	
Montant à la charge								
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	2 364 411	33	100 042	56		79	2 464 453
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	13 671 255	34	1 120 229	57		80	14 791 484
De la municipalité (Société de transport en commun)	12		35		58		81	
	13	16 035 666	36	1 220 271	59		82	17 255 937
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)								
Débiteurs								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	182 977	37	946 107	60		83	1 129 084
Organismes municipaux	15		38		61		84	
Autres tiers	16		39		62		85	
Autres	17		40		63		86	
	18	182 977	41	946 107	64		87	1 129 084
Prêts	19		42		65		88	
	20	182 977	43	946 107	66		89	1 129 084
	21	16 218 643	44	2 166 378	67		90	18 385 021
<i>Déduire</i>								
Dette en cours de refinancement	22		45		68		91	
	23	16 218 643	46	2 166 378	69		92	18 385 021

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
Administration générale					
Application de la loi	1	100	100	100	100
Évaluation	2	47 930	47 930	47 930	35 880
Autres	3	83 840	68 758	68 758	69 406
Sécurité publique					
Police	4	17 345	17 344	17 344	17 810
Sécurité incendie	5	7 295	7 294	7 294	3 324
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	598 841			
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	1 189 052	1 164 761		
Matières résiduelles	12	225 458	225 458	225 458	196 858
Cours d'eau	13				370
Protection de l'environnement	14	3 777			
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16	99 615			
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	41 606	41 606	41 606	42 778
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	66 044	18 376	18 376	19 144
Autres	21		28 120	28 120	29 968
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	2 631	2 630	2 630	2 838
Activités culturelles	23	57 346	11 826	11 826	12 128
Réseau d'électricité					
	24				
	25	2 440 880	1 634 203	469 442	430 604

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹				
Administration municipale										
Cadres et contremaîtres	1	9,00	11	35	18	578 925	28	138 088	38	717 013
Professionnels	2		12		19		29		39	
Cols blancs	3	14,00	13	35	20	499 465	30	108 453	40	607 918
Cols bleus	4	22,00	14	40	21	866 328	31	173 434	41	1 039 762
Policiers	5		15		22		32		42	
Pompiers	6		16		23		33		43	
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		17		24		34		44	
Élus	8	45,00			25	1 944 718	35	419 975	45	2 364 693
	9	7,00			26	114 703	36	26 731	46	141 434
	10	52,00			27	2 059 421	37	446 706	47	2 506 127

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Revenus de transfert		
	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	52	56
Réseau de distribution de l'eau potable	49	53	57
Traitement des eaux usées	50	54	58
Réseaux d'égout	51	55	59

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	11 617	27		53	11 617	79		105	11 617	131
Évaluation	2	74 094	28		54	74 094	80		106	74 094	132
Autres	3	1 157 349	29	26 359	55	1 183 708	81	16 796	107	1 166 912	133
	4	1 243 060	30	26 359	56	1 269 419	82	16 796	108	1 252 623	134
Sécurité publique											
Police	5	1 467 553	31		57	1 467 553	83		109	1 467 553	135
Sécurité incendie	6	428 816	32	6 152	58	434 968	84		110	434 968	136
Sécurité civile	7	6 891	33		59	6 891	85		111	6 891	137
Autres	8	20 706	34		60	20 706	86		112	20 706	138
	9	1 923 966	35	6 152	61	1 930 118	87		113	1 930 118	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	804 914	36	462 237	62	1 267 151	88	66 150	114	1 201 001	140
Enlèvement de la neige	11	406 180	37	5 218	63	411 398	89		115	411 398	141
Autres	12	138 386	38	47 175	64	185 561	90		116	185 561	142
Transport collectif	13	610 230	39		65	610 230	91		117	610 230	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	1 959 710	41	514 630	67	2 474 340	93	66 150	119	2 408 190	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable											
Réseau de distribution de l'eau potable	16	1 164 761	42		68	1 164 761	94		120	1 164 761	146
Traitement des eaux usées	17	89 492	43	403 269	69	492 761	95	5 923	121	486 838	147
Réseaux d'égout	18	200 375	44	447 515	70	647 890	96		122	647 890	148
Matières résiduelles	19	199 413	45		71	199 413	97		123	199 413	149
Déchets domestiques et assimilés	20	633 257	46		72	633 257	98		124	633 257	150
Matières recyclables	21	267 702	47		73	267 702	99		125	267 702	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23	3 615	49		75	3 615	101		127	3 615	153
Protection de l'environnement	24	9 910	50		76	9 910	102		128	9 910	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	2 568 525	52	850 784	78	3 419 309	104	5 923	130	3 413 386	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être												
Logement social	157	95 174	172		187	95 174	202		217	95 174	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	28 168	174		189	28 168	204		219	28 168	234	
	160	123 342	175		190	123 342	205		220	123 342	235	
Aménagement, urbanisme et développement				950	191			7 820	221			3 267
Aménagement, urbanisme et zonage	161	218 722	176		191	219 672	206		221	211 852	236	
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237	
Promotion et développement économique	163	66 659	178		193	66 659	208		223	66 659	238	
Autres	164		179		194		209		224		239	
	165	285 381	180	950	195	286 331	210	7 820	225	278 511	240	3 267
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	1 509 877	181	158 632	196	1 668 509	211	184 772	226	1 483 737	241	29 299
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	299 769	182	34 321	197	334 090	212	10 896	227	323 194	242	50 607
Autres	168	175 709	183		198	175 709	213	16	228	175 693	243	
	169	1 985 355	184	192 953	199	2 178 308	214	195 684	229	1 982 624	244	79 906
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	10 089 339	186	1 591 828	201	11 681 167	216	292 373	231	11 388 794	246	500 653

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 755 715	5 016 142
Frais de financement	4	52 279	98 285
Autres	5		
	6	1 807 994	5 114 427

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 342 482	1 778 067
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 342 482	1 778 067
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	874 257	(19 419)
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(44 804)	(130 390)
Activités d'investissement	6	(104 978)	(285 776)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7	8 807	
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9		
	10	733 282	(435 585)
Solde à la fin de l'exercice	11	2 075 764	1 342 482
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	12	1 340 952	1 471 415
Redressement aux exercices antérieurs	13		
Solde redressé au début de l'exercice	14	1 340 952	1 471 415
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15	98 034	265 156
Activités d'investissement	16	(422 809)	(395 619)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17	(8 807)	
Financement des investissements en cours	18	4 580	
	19	(329 002)	(130 463)
Solde à la fin de l'exercice	20	1 011 950	1 340 952

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Montant à pourvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	21 (1 687)	(6 601)
Redressement aux exercices antérieurs	22	
Solde redressé au début de l'exercice	23 (1 687)	(6 601)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	24 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	25 ()	()
Autres	26 ()	()
Régimes non capitalisés	27 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	28 ()	()
	29 ()	()
	30 ()	()
Diminution de l'exercice	31 (2 491)	4 914
	32 (2 491)	4 914
Solde à la fin de l'exercice	33 (4 178)	(1 687)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	34 (2 115 341)	(2 958 228)
Redressement aux exercices antérieurs	35	
Solde redressé au début de l'exercice	36 (2 115 341)	(2 958 228)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	37 1 764 866	842 887
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	38	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	39	
	40 (4 580)	
	41 1 760 286	842 887
Solde à la fin de l'exercice	42 (355 055)	(2 115 341)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	43 26 660 827	26 439 913
Redressement aux exercices antérieurs	44	
Solde redressé au début de l'exercice	45 26 660 827	26 439 913
Variation de l'exercice	46 (761 146)	220 914
Solde à la fin de l'exercice	47 25 899 681	26 660 827

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>1 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 000 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 000 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 195 127	2	3	4	5	6	7 195 127
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15 195 127	16	17	18	19	20	21 195 127

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010		2009
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27		
Montant à pourvoir dans le futur	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
	31		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Taxes sur la valeur foncière	Du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales	
Taxe foncière générale (taux unique)	1 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 7 <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 1 <input type="text"/> 7 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 1 , <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 7 <input type="text"/> 1 <input type="text"/> 7 \$
Catégorie des immeubles industriels	5 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	7 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 7 <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 1 <input type="text"/> 7 \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	12 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	14 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	19 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	21 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	26 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	28 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

Eau	1	2 | 3 | 3	, 0 | 0 \$
Égout	2	| | | |	, | | | \$
Eau et égout	3	| | | |	, | | | \$
Traitement des eaux usées	4	1 | 6 | 0	, 0 | 0 \$
Matières résiduelles	5	2 | 4 | 9	, 0 | 0 \$

Par unité de logement**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Minimum	,0070	2	
Maximum	3,2640	2	
Minimum	48,3900	7	Unité
Maximum	2 293,5600	7	Unité

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2010	7		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2010 des engagements en vertu du règlement concerné	8		\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11		\$
b) autres formes d'aide	12		\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2010 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	40 152	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18		\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19	100	20 <input type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 21, Rue de l'Église
(no) (rue)
Notre-Dame-de-L'Île-Perrot J7V 8P4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 453-4128
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-8961
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@ndip.org

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Stéphanie Martin

Téléphone (514) 453-4128 2222
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-8961
(ind. rég.) (numéro)

Courriel smartin@ndip.org

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Bourassa Boyer inc.

Titre Société de comptables agréés

Adresse 3323 Boulevard de la Gare
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion J7V 8W5
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 424-7000
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 424-2398
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@bourassaboyer.com

Responsable du dossier Pierre St-Jean, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ _____
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2012

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2010

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1
2
3 _____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____
(Nom) (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de
la péréquation de 2012 sont exacts.

(Signature)

(Date)

Dernière modification avant dépôt : 2011-05-10 14:10:33

Dernière modification : 2011-05-10 14:10:33

Réservé au ministère

32 105 853	1 691 546	10 598 070	1,0056
------------	-----------	------------	--------

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier consolidé
 (Nom)
 de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot _____ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, déposé lors
 (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 1 691 546 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de 10 598 070 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification avant dépôt : 2011-05-10 14:10:33

Dernière modification : 2011-05-10 14:10:33

Réservé au ministère

32 105 853	1 691 546	10 598 070	1,0056
------------	-----------	------------	--------

RAPPORT FINANCIER 2010 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers consolidés (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers consolidés (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)